

Lille, le 29 mai 2018

## Communiqué de presse

### RÉUNION DE LA COMMISSION RÉGIONALE DE LUTTE CONTRE LE TRAFIC DES SUBSTANCES ET MÉTHODES DOPANTES À AMIENS



Près d'un an après son installation, le préfet de région a réuni le 22 mai la commission régionale de lutte contre les substances et méthodes dopantes des Hauts-de-France. Cette réunion annuelle s'est tenue à la préfecture de la Somme à Amiens, ville accueillant le siège de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS).

Philippe De Mester, préfet de la Somme, représentant Michel Lalande préfet de la région Hauts-de-France, préfet du Nord, et de Jeanne-Marie Vermeulin, procureure générale près la cour d'appel d'Amiens représentant Suzanne Le Quéau, procureure générale près la cour d'appel de Douai ont coprésidé cette séance.

Étaient présents les services de l'Etat concernés par la lutte contre le trafic de substances ou méthodes dopantes à savoir :

- Les services de police, gendarmerie et douanes de la région,
- La direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), la direction régionale des finances publiques (DRFIP) et l'agence régionale de santé (ARS),
- L'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et la santé publique (OCLAESP), l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD), la direction générale des affaires criminelles et des grâces du ministère de la Justice (DACG) et la direction des sports du ministère de la Jeunesse et des Sports.

A cette occasion, les acteurs ont fait le point sur les actions et coopérations mises en place en région par la DRJSCS quant à la lutte contre le dopage d'une part et par les services de l'État au regard de la lutte contre le trafic de substances ou méthodes dopantes d'autre part.

En 2017, la DRJSCS a organisé 66 contrôles qui ont donné lieu à 335 prélèvements (dont 201 hors compétition) sur 330 sportifs évoluant dans 19 disciplines. Les résultats des tests urinaires ou sanguins pratiqués, ont été positifs à des substances interdites pour 8 sportifs, ce qui place ce résultat dans la moyenne nationale.

L'objectif pour 2018 est d'accroître l'échange d'informations entre les services, permettant un repérage ciblé des trafiquants et consommateurs de substances dopantes.